

De quoi souffre STMicroelectronics ?

Titre(s) : De quoi souffre STMicroelectronics ? [[périodique]]

Ensemble : Alternatives économiques 462

Editeur, producteur : 01/09/25

Description matérielle : pp.77-79

ISSN : 0247-3739

Note sur la description matérielle : 3

Résumé ou extrait : En juillet 2022, Emmanuel Macron annonce à Crolles un investissement industriel majeur de 5,7 milliards d'euros, dont 2,9 milliards d'aides d'État, pour une " mégafab " de microprocesseurs portée par STMicroelectronics (ST) et GlobalFoundries (GF), visant à doubler la capacité de production du site d'ici 2027 et à créer 1 000 emplois. Trois ans plus tard, la situation de STMicroelectronics inquiète : son chiffre d'affaires au second trimestre 2025 chute de 21 % sur un an, passant d'un bénéfice de 353 millions d'euros à une perte de 97 millions. En Bourse, l'action a perdu 26,5 % en un an (au 28 juillet 2025). Pour rassurer les actionnaires, dont l'État italien qui réclame le départ du PDG Jean-Marc Chéry, le groupe annonce en avril 2 800 départs volontaires (6 % des effectifs mondiaux), dont 1 000 en France. La CGT dénonce la délocalisation de la production de Tours à Singapour, suggérant un recentrage vers l'Asie au détriment de l'Europe, ce que la direction conteste. En 2024, le chiffre d'affaires mondial des semi-conducteurs atteint 626 milliards de dollars (+18 %), avec une perspective d'atteindre 1 000 milliards en 2030. Cependant, la production est très concentrée : 24 % en Chine (prévu pour 2025), 18 % à Taïwan, 18 % en Corée du Sud, 15 % au Japon, 11 % aux États-Unis et seulement 8 % en Europe. Le secteur est divisé entre puces analogiques et numériques, ces dernières étant les plus disputées. Les entreprises " fabless " (Nvidia, ARM, GAFAM) conçoivent les processeurs, tandis que les fondeurs (TSMC, Samsung, UMC, SMIC, GlobalFoundries) les produisent. En 2024, TSMC détient 67 % des revenus des puces avancées, Samsung 11 %, UMC, SMIC et GlobalFoundries 5 % chacun. La course à la miniaturisation, dictée par la loi de Moore, nécessite des investissements colossaux : TSMC a investi 30 milliards de dollars en 2024. Les États-Unis ont lancé en 2022 un " Chips Act " de 52,7 milliards de dollars, l'UE a répondu avec 43 milliards d'euros publics et 43 milliards d'investissements privés, visant 20 % de la production mondiale en 2030 (contre 9,8 % en 2022). Le Japon, la Corée et la Chine ont aussi leurs propres plans. L'Europe, malgré des atouts en recherche et des entreprises comme ASML ou ARM, souffre d'un modèle où ses champions (STMicroelectronics, Infineon, NXP) font à la fois design et fabrication, ce qui coûte cher et les empêche d'exceller dans les deux domaines. Résultat : un retard de quinze ans dans la miniaturisation, mais une niche trouvée dans l'automobile et l'industrie, où le besoin de miniaturisation est moindre. En 2024, 45 % des 13,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires de ST et sept de ses dix plus gros clients (Tesla, Hyundai, Bosch, Continental) proviennent de l'automobile ; le reste se répartit entre électronique grand public (22 %), usages industriels (19 %) et communication/périphériques informatiques (14 %). La pénurie mondiale de semi-conducteurs pendant la pandémie a dopé les résultats de ST en 2022-2023, mais la situation s'est

normalisée depuis l'automne 2024, avec une baisse d'activité due à la liquidation des stocks et à la faiblesse de l'industrie automobile européenne. ST est distancée dans l'innovation : Infineon maintient ses parts de marché dans l'automobile, Bosch lance sa propre production de puces, et ST, selon certains, a abandonné la course technologique. Pourtant, ST revendique 21 000 brevets actifs et en demande, et 16 % de son chiffre d'affaires investi en R&D en 2024, avec de nouveaux capteurs et microcontrôleurs pour l'IA embarquée. La technologie française FD-SOI, qui améliore l'efficacité énergétique des transistors, a été vendue à Samsung, qui la maîtrise désormais presque entièrement, sauf une étape où ST reste indispensable. Les partenariats sont jugés essentiels, mais TSMC privilégie les États-Unis et Samsung reste centré sur lui-même. La collaboration avec GlobalFoundries à Crolles est critiquée : la CGT estime que GF a surtout utilisé le projet pour obtenir plus de subventions américaines. En 2024, ST a reçu 487 millions d'euros d'aides en France, versé 440 millions d'euros à ses actionnaires (dividendes et rachats d'actions) et payé moins de 100 000 euros d'impôt sur les sociétés en 2023. L'État français, via Bpifrance, et l'Italie détiennent chacun 27,5 % du capital, mais ce sont aussi les deux pays où le plus d'emplois sont supprimés. D'autres projets européens sont à l'arrêt, comme ceux d'Intel en Allemagne et en Pologne, malgré des milliards d'euros d'aides. La Cour des comptes européenne estime que la part de marché de l'UE n'atteindra que 11,7 % en 2030, loin des 20 % visés. Le Chips Act européen est critiqué pour son manque de vision d'ensemble et de pilotage, et des voix réclament un renforcement du contrôle des aides, à l'image du Chips Act américain qui interdit les rachats d'actions et impose des obligations sociales et environnementales. L'investissement dans la formation fait consensus, mais un ciblage sur les acteurs européens et des exigences environnementales pourraient s'imposer à l'avenir, la performance environnementale devenant aussi cruciale que la performance technologique.

Sujet - Collectivité : STMicroelectronics

Sujet - Nom commun : Planification stratégique
Semiconducteurs